

Par la radiation de :

Almanij S.A., Schoenmarkt 33, 2000 Antwerpen.

Par les omissions de :

Ibel S.A., rue de la Chancellerie 2 - Boîte 3, 1000 Bruxelles.

Cobepa - Compagnie Benelux Paribas S.A., rue de la Chancellerie 2 - Boîte 1, 1000 Bruxelles.

TV Group - Thema Vision Group S.A., rue Berthelot 135, 1190 Bruxelles.

Par la modification de nom de :

KBC Bancassurance Holding S.A., avenue du Port 2, 1080 Bruxelles en KBC Groupe S.A., avenue du Port 2, 1080 Bruxelles.

Transfert de la rubrique « Sociétés dont les titres sont répandus dans le public, suite à une offre publique en souscription, une offre publique de vente ou une offre publique d'échange ou suite à une admission antérieure aux négociations sur un marché réglementé » vers la rubrique « Sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé au sens de l'article 2, 3° de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers » de la société :

KBC Bank S.A., avenue du Port 2, 1080 Bruxelles.

A la rubrique « Sociétés dont les titres sont répandus dans le public, suite à une offre publique en souscription, une offre publique de vente ou une offre publique d'échange ou suite à une admission antérieure aux négociations sur un marché réglementé. »

Par l'omission de :

Mercator-Select N.V., Desguinlei 102, 2018 Antwerpen.
Bruxelles, le 5 avril 2005.

Le Président,
E. Wymeersch.

Door de schrapping van :

Almanij N.V., Schoenmarkt 33, 2000 Antwerpen.

Door de weglatingen van :

Ibel N.V., Kanselarijstraat 2 - Bus 3, 1000 Brussel.

Cobepa - Compagnie Benelux Paribas N.V., Kanselarijstraat 2 - Bus 1, 1000 Brussel.

TV Group - Thema Vision Group N.V., Berthelotstraat 135, 1190 Brussel.

Door de naamswijziging van :

KBC Bankverzekeringsholding N.V., Havenlaan 2, 1080 Brussel in KBC Groep N.V., Havenlaan 2, 1080 Brussel.

Overdracht van de rubriek « Vennootschappen waarvan de effecten onder het publiek verspreid zijn, ingevolge een openbaar aanbod tot inschrijving, een openbaar verkoopaanbod of een openbaar aanbod tot omruiling of ingevolge een vroegere toelating tot de verhandeling op een gereglementeerde markt » naar de rubriek « Vennootschappen waarvan de effecten zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt in de zin van artikel 2, 3° van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten » van de vennootschap :

KBC Bank N.V., Havenlaan 2, 1080 Brussel.

In de rubriek « Vennootschappen waarvan de effecten onder het publiek verspreid zijn, ingevolge een openbaar aanbod tot inschrijving, een openbaar verkoopaanbod of een openbaar aanbod tot omruiling of ingevolge een vroegere toelating tot de verhandeling op een gereglementeerde markt. »

Door de weglating van :

Mercator-Select N.V., Desguinlei 102, 2018 Antwerpen.
Brussel, 5 april 2005.

De Voorzitter,
E. Wymeersch.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION**

[C - 2005/02051]

18 AVRIL 2005. — Circulaire n° 551. — Accord sectoriel 2003-2004 pour la Fonction publique administrative fédérale (protocole n° 500 du 22 septembre 2004). — Remboursement des frais de déplacement éventuels des délégués syndicaux pour leur participation dans les comités de négociation et de concertation

Aux services publics fédéraux au personnel desquels le régime institué par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités est rendu applicable par l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974.

Madame la Ministre,

Monsieur le Ministre,

Madame la Secrétaire d'Etat,

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

L'accord sectoriel 2003-2004 pour la fonction publique administrative fédérale mentionne que la programmation sociale intersectorielle 2003-2004 - deuxième volet, sera exécutée en ce qui concerne le remboursement des frais de déplacement éventuels des délégués syndicaux pour leur participation dans les différents comités de concertation et de négociation.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE**

[C - 2005/02051]

18 APRIL 2005. — Omzendbrief nr. 551. — Sectoraal akkoord 2003-2004 voor het federaal administratief openbaar ambt (protocol nr. 500 van 22 september 2004). — Terugbetaling van de eventuele verplaatsingskosten van de vakbondsafgevaardigden voor hun deelname aan de onderhandelings- en overlegcomités

Aan de federale overheidsdiensten op wier personeel de regeling ingesteld bij de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel toepasselijk verklaard is bij het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974

Mevrouw de Minister,

Mijnheer de Minister,

Mevrouw de Staatssecretaris,

Mijnheer de Staatssecretaris,

Het sectoraal akkoord 2003-2004 voor het federaal administratief openbaar ambt vermeldt dat de intersectorale sociale programmatie 2003-2004 - tweede luik, zal worden uitgevoerd wat betreft de terugbetaling van de eventuele verplaatsingskosten van de vakbondsafgevaardigden voor hun deelname aan de verscheidene overleg- en onderhandelingscomités.

L'accord concernant la programmation sociale intersectorielle 2003-2004 – deuxième volet, dispose à ce sujet :

« Les délégations de l'autorité s'accordent pour dire que les frais de déplacement éventuels que pourraient avoir les délégués syndicaux pour leur participation dans les différents comités de concertation et de négociation pourront être considérés comme frais de fonctionnement de ces organes de concertation et de négociation. Le cas échéant, les accords nécessaires à ce sujet sont pris au niveau des différents secteurs. Le remboursement des frais de déplacement est limité aux organes de négociation ou de concertation dont l'agent relève. En outre, la dépense en question est effectuée par organisation syndicale représentative et par réunion, et peut être limitée à quatre ayants droits. »

Les éventuels frais de déplacement des membres du personnel comme délégués syndicaux dans les comités de négociation et de concertation seront par conséquent considérés comme des frais de fonctionnement en vertu de l'article 33 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

L'indemnité est payée par le service public dont relèvent les délégués et selon les dispositions réglementaires applicables aux membres du personnel de ce service public. Dans la plupart des cas l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours sera d'application.

La dépense est limitée, par organisation syndicale et par réunion, à quatre bénéficiaires.

Par « bénéficiaires », l'on vise les délégués syndicaux visés à l'article 71, 4°, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 susvisé, donc y compris les techniciens, mais à l'exclusion des délégués permanents.

Si plus de quatre délégués sont présents lors d'une réunion d'un comité, un dirigeant responsable de l'organisation syndicale doit notifier par écrit à l'autorité quels membres du personnel ont droit à l'indemnité. Il arrive que des délégués obtiennent un ordre de mission permanent en vertu de l'article 81 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 ce qui a comme conséquence que les mêmes membres du personnel participent aux réunions en qualité de délégué syndical. Dans ce cas, une nouvelle notification n'est requise qu'en cas de modification des bénéficiaires.

Je signale que l'accord intersectoriel dispose que le remboursement des frais de déplacement est limité aux organes de négociation et de concertation dont l'agent relève. Cela signifie en ce qui concerne les réunions dans un secteur, qu'il s'agit de réunions du comité de concertation de base et du comité intermédiaire de concertation dont relève le membre du personnel, du comité supérieur de concertation et du comité de secteur.

Il va de soi que l'indemnité ne sera payée qu'au cas où le membre du personnel aura encouru des frais réels pour se rendre à la réunion.

La présente circulaire ne concerne pas les indemnités pour déplacement en faveur des délégués syndicaux qui exercent des missions dans le cadre de la prévention et de la protection au travail. En ce qui concerne ces missions, il est normal que les indemnités de frais de parcours, applicables dans les services publics concernés, s'appliquent aussi aux membres du comité de concertation qui doivent se déplacer lorsqu'ils exercent leurs fonctions à ce titre (voir à ce sujet la circulaire du 7 juin 2002 relative au bien-être au travail dans les services publics soumis au statut syndical déterminé par l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, rubrique 5.3. (*Moniteur belge* du 15 juin 2002, Ed. 2). Les missions en question sont définies dans l'arrêté royal du 3 mai 1999 relatif aux missions et au fonctionnement des comités pour la prévention et la protection au travail.

Je vous serais obligé de bien vouloir donner les instructions nécessaires relatives à cette circulaire aux personnes morales de droit public dont vous avez le contrôle.

Le Ministre de la Fonction publique,
C. DUPONT

Het akkoord inzake de intersectorale sociale programmatie 2003-2004 – Deel II bepaalt terzake :

« De delegaties komen overeen dat gebeurlijke verplaatsingskosten die vakbondsafgevaardigden zouden hebben naar aanleiding van onderhandelings- of overlegcomités kunnen beschouwd worden als werkingskosten van deze onderhandelings- en overlegorganen. In voorkomend geval worden de nodige afspraken hierover gemaakt op het niveau van de onderscheiden sectoren. De terugbetaling van de verplaatsingskosten wordt beperkt tot de onderhandelings- of overlegorganen waaronder het personeelslid ressorteert. Bovendien kan de uitgave per representatieve vakorganisatie en per vergadering beperkt worden tot vier rechthebbenden. »

De gebeurlijke verplaatsingskosten van de personeelsleden als vakbondsafgevaardigden in de onderhandelings- en overlegcomités zullen bijgevolg worden beschouwd als werkingskosten krachtens artikel 33 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

De vergoeding wordt betaald door de overheidsdienst waaronder de afgevaardigden ressorteren en volgens de regeling van toepassing op de personeelsleden van die overheidsdienst. In de meeste gevallen is het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten van toepassing.

De uitgave wordt, per vakorganisaties en per vergadering, beperkt tot vier begunstigen.

Met « begunstigen » worden vakbondsafgevaardigden vermeld in artikel 71, 4°, van voormeld koninklijk besluit van 28 september 1984 bedoeld, dus met inbegrip van de technici, maar met uitsluiting van de vaste afgevaardigden.

Als er meer dan vier afgevaardigden op de vergadering van een comité aanwezig zijn dient een verantwoordelijke leider van de vakorganisatie schriftelijk de overheid kennis te geven welke personeelsleden recht hebben op de vergoeding. Het gebeurt dat afgevaardigden een doorlopende opdracht krijgen krachtens artikel 81 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 wat tot gevolg heeft dat dezelfde personeelsleden deelnemen aan de vergaderingen als vakbondsafgevaardigde. In dat geval is enkel een nieuwe verklaring vereist bij een wijziging van de begunstigen.

Ik wijs erop dat het intersectoraal akkoord bepaalt dat de terugbetaling van de verplaatsingskosten beperkt wordt tot de onderhandelings- of overlegorganen waaronder het personeelslid ressorteert. Zulks betekent, wat de vergaderingen binnen een sector betreft, dat het gaat over vergaderingen van het basisoverlegcomité en het tussenoverlegcomité waaronder het personeelslid ressorteert, van het hoog overlegcomité en van het sectorcomité.

Het spreekt vanzelf dat de vergoeding slechts wordt betaald indien het personeelslid echte kosten gemaakt heeft om zich te begeven naar de vergadering.

Deze omzendbrief heeft geen betrekking op de vergoedingen voor reiskosten ten gunste van de vakbondsafgevaardigden die opdrachten uitvoeren in het raam van preventie en bescherming op het werk. Wat die opdrachten betreft, is het normaal dat de in de betrokken overheidsdiensten gangbare vergoedingen wegens reiskosten ook gelden voor de leden van het comité bij de uitoefening van hun functie (zie ter zake de omzendbrief van 7 juni 2002 betreffende het welzijn op het werk in de overheidsdiensten onderworpen aan het vakbondsstatuut bepaald bij het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, rubriek 5.3. (*Belgisch Staatsblad* van 15 juni 2002, Ed. 2). De bedoelde opdrachten worden gepreciseerd in het koninklijk besluit van 3 mei 1999 betreffende de opdrachten en de werking van de Comités voor preventie en bescherming op het werk.

Ik zou u dank weten de nodige onderrichtingen omtrent deze omzendbrief te verstrekken aan de publiekrechtelijke rechtspersonen die onder uw toezicht staan.

De Minister van Ambtenarenzaken,
C. DUPONT